

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 COLOMIERS CEDEX

Colomiers, le 13/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECHE ECO SERVICES
Boulevard du Grand Castaing
31120 Roques

Références : 2024-405
Code AIOT : 0003700770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques
- Code AIOT : 0003700770 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société Séché Eco-Services exploite, sur la commune de Roques-sur-Garonne, une plateforme de réception, de transit et de traitement de terres et matériaux pollués, dangereux et non dangereux.

Les terres admises sur la plate-forme sont principalement issues de travaux de dépollution de sites, de chantiers d'aménagement et de déconstruction de la région Occitanie et des départements limitrophes à la région Occitanie.

Le bilan d'activité de l'année 2023 montre que le site a réceptionné plus de 100000t de terres dont 95% proviennent du département de la Haute-Garonne.

Les activités autorisées sur le site sont:

- le transit de terres polluées,
- le traitement biologique de terres polluées en biopile,
- le criblage des terres polluées,
- le lavage des terres polluées (criblage humide).

Compte tenu de la nature des terres admises sur la plateforme depuis son ouverture, les installations de traitement biologique des terres, autorisées dans l'arrêté, n'ont pas été mises en service.

Les installations de traitement physico-chimique de criblage (par voie humide) et de lavage sont quant à elles en service depuis fin 2023.

Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED. Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020.

Attributs de l'inspection :

Actions nationales 2024 (*AN24 Trackdéchets RNDTS*)

Risques chroniques (*Déchets*)

Type d'inspection (*Binôme (siège), Inspection inopinée*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Critères d'admission des terres polluées
- Traitement des terres polluées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Acceptation des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.1 et 5.1.2.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Acceptation des terres polluées	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - Article II-c	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Acceptation des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
5	Traitement des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.4	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er et 2	

6	Traitement des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.5	
7	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	
8	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que l'exploitant assure correctement la traçabilité des déchets admis sur la plateforme ainsi que celle des terres traitées et des déchets évacués.

En matière d'admission et de traitement des terres polluées, il a été relevé plusieurs écarts nécessitant de la part de l'exploitant la mise en place d'actions correctives et/ou la transmission de justificatifs. Ces écarts concernent :

- le démarrage des opérations de traitement (ici, de criblage) avant la réception des analyses à l'admission,
- l'amélioration de l'identification des lots de terres entreposées au niveau de l'extension,
- la vérification de l'absence de radioactivité des lots admis lors de l'indisponibilité des portiques de détection à l'entrée du site,
- la mise en place de modes opératoires pour les procédures d'échantillonnage des lots sortants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er et 2

Thème(s) : Risques chroniques - Registre déchets entrants

Prescription contrôlée :

Article 1er

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

[idem ci-dessus]

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets entrants et un registre chronologique des déchets sortants, tous les deux sous format informatique (tableur).

Les registres consultés le jour de la visite mentionnent l'ensemble des informations requises par les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 ci-dessus et n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite


Proposition de suites :

N° 2 : Acceptation des terres polluées


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.1 et 5.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques - Certificat d'admission préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5.1.2.1</u></p> <p>L'admission des terres polluées sur le site se fait après procédure d'acceptation préalable. L'exploitant gère les terres qui entrent sur son installation par lots en provenance d'un même chantier. Pour un même chantier, et pour tenir compte du principe de non-dilution, des sous-lots devront être réalisés lorsque les caractéristiques des terres varient notablement d'une zone de pollution à une autre. La procédure d'acceptation comprend trois niveaux de vérification:</p> <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des terres par le détenteur,• la vérification de la conformité,• la vérification à l'admission. <p>Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie à l'article 5.1.2.2 dans les 6 mois avant la vérification de conformité. Quand l'exploitant juge qu'il peut admettre les déchets dans son centre de traitement et de stockage, compte tenu notamment des prescriptions de cet arrêté, il affecte au déchet un numéro d'identification et un seul suivant l'ordre chronologique de la procédure d'admission. Un déchet ne peut être admis dans une installation de traitement qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.</p> <p><u>Article 5.1.2.2</u></p> <p>[...] Chaque lot de terres polluées entrant sur le site doit être caractérisé afin de déterminer le caractère dangereux de ces déchets. Chaque tranche de 300 m³ d'un lot doit faire l'objet d'une caractérisation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été vérifié, par sondage, plusieurs certificats d'acceptation préalable de lots présents sur site.</p> <p>Notamment, les documents de traçabilité des terres du chantier "BUESA" (SNCF Réseau) ont été présentés et examinés : fiche d'identification préalable, résultats des analyses préalables et certificat d'acceptation préalable correspondant.</p> <p>Les résultats des analyses produites pour la caractérisation de ces terres montrent que certains échantillons dépassent les seuils du critère "inerte" pour les paramètres Antimoine et Arsenic, sans toutefois dépasser les seuils du critère "non dangereux".</p> <p>Les résultats des analyses respectent les critères d'admission prévus à l'article 5.1.2.2 de l'arrêté d'autorisation et le certificat d'acceptabilité a, par conséquent, été délivré.</p> <p>Les documents de traçabilité (CAP SER-2402190210 et résultats d'analyses) du chantier CASSIN TP ont également été examinés.</p> <p>Par ailleurs, après consultation du registre des admissions, il ressort que la vérification de la conformité de chaque lot de terres réceptionnées s'effectue par tranche de 150 à 300 m³ conformément aux dispositions de l'arrêté (les plus gros lots reçus étant de 450 tonnes soit environ 250 m³).</p> <p>L'ensemble des documents consultés n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.</p> <p>A noter que lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'un lot en cours de criblage. Il a été demandé à l'exploitant les documents d'acceptation du lot correspondant. L'exploitant a alors indiqué avoir commencé les opérations de criblage avant d'avoir reçu les résultats des analyses effectuées à l'admission, ce qui est contraire aux règles d'admission des déchets sur le site.</p>
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : Acceptation des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - Article II-c
Thème(s) : Risques chroniques - Flux de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 26/12/2017 - Article 5.1.2. Admission des terres polluées</u></p> <p>[...] L'exploitant gère les terres qui entrent sur son installation par lots en provenance d'un même chantier. Pour un même chantier, et pour tenir compte du principe de non-dilution, des sous-lots devront être réalisés lorsque les caractéristiques des terres varient notablement d'une zone de pollution à une autre. [...]</p> <p><u>Arrêté ministériel du 17/12/2019 - Annexe 2</u></p> <p>II - Flux de déchets</p> <p>L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p> <p>[...]</p> <p>c) Système de suivi et d'inventaire des déchets</p> <p>Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage des terres sur site est organisé par lots. L'exploitant dispose d'un plan à jour des différents lots présents et il a pu être vérifié le jour de la visite que les lots indiqués sur le plan correspondent bien aux lots effectivement présents sur site. Toutefois, il a pu être observé que l'identification des lots situés au niveau de l'extension nécessite d'être améliorée (absence de pancartes ou pancartes peu visibles).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 4 : Acceptation des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques - Vérification à l'admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque livraison de lot de terres polluées sur le site fait l'objet d'un prélèvement d'au moins deux échantillons représentatifs identiques:</p> <ul style="list-style-type: none">• l'un étant analysé à la réception sur le site selon les critères de l'article 5.1.2.2,• l'autre étant conservé pendant au moins un an, et en tout état de cause jusqu'à l'élimination finale du lot correspondant. <p>Il doit également être vérifié à chaque livraison de lot de terres polluées :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;• la présence d'un bordereau de suivi du déchet ;• le poids du chargement ;• l'absence de détection de la radioactivité. <p>En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable mais que les règles d'admission du site sont respectées, il est étudié avec le client la possibilité d'une réorientation des terres vers une autre filière autorisée du site. En cas de refus du client, le chargement sera refusé. Le non-respect des règles d'admission du site (concentrations des polluants au-dessus des seuils, présence de déchets interdits, etc.) entraîne systématiquement le refus du chargement. Le chargement sera alors soit récupéré par le client, soit évacué vers une filière adaptée. Chaque lot refusé est signalé à l'inspection des installations classées. Le refus ou la réorientation des terres peut ne concerner qu'une partie d'un lot de terres si cela est justifié par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité et des contrôles visuels des déchargements permettent de détecter la présence de déchets indésirables, tel que de l'amiante comme en atteste le refus d'admission signalé à l'inspection le 1er mars dernier. A noter que le jour de la visite, l'accès au site s'effectuait par une autre entrée, le temps du coulage et du séchage de la dalle pour le pont bascule. Les camions ne passaient donc pas par le portique de détection. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué disposer d'un radiamètre portatif mais a reconnu ne pas l'utiliser. Il est donc demandé à l'exploitant de procéder à la vérification de l'absence de radioactivité, a posteriori, des lots arrivés dans cet intervalle et de le confirmer à l'inspection.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques - Destination finale des terres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant évacuation des terres, il est procédé au minimum à un prélèvement de 10 échantillons représentatifs pour 1000 m3 de terres évacuées. La méthode de prélèvement et le mode d'analyses font l'objet d'une procédure écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'évacuation des terres doit se faire soit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. sur le site d'origine des terres polluées; dans ce cas, le respect des prescriptions fixées sur le site ainsi que l'accord du propriétaire sont impératifs, les justificatifs doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, 2. sur un site dit récepteur: <ul style="list-style-type: none"> ◦ pour être réutilisées en technique routière, ◦ dans le cadre d'un projet d'aménagement pour lequel un permis de construire ou d'aménager est délivré, ou pour lequel une étude d'impact est réalisée et instruite; les chantiers sont situés dans la région Occitanie ou les régions limitrophes et l'utilisation de terres issues d'un traitement de terres polluées est explicitement autorisée. 3. dans des filières d'élimination dûment autorisées à cet effet. Les terres traitées doivent dans ce cas respecter les critères d'acceptation de ces filières. <p>Dans le cas n°2 ci-dessus, l'exploitant doit respecter les dispositions de la procédure de valorisation hors site des terres excavées issues de site et sols potentiellement pollués, décrite dans le guide en vigueur réalisé par le ministère en charge de l'environnement, l'INERIS et le BRGM.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure précisant les modalités et les critères d'acceptation des terres a été présentée ainsi que celle relative à l'échantillonnage des tas avant évacuation des terres. Celles-ci n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Concernant la procédure d'admission, l'exploitant procède à 9 prélèvements par lot entrant de 300 m3 au maximum (500 t max). Les échantillons sont conservés durant 1 an.</p> <p>Pour ce qui est des analyses des lots sortants après traitement, l'exploitant procède à plusieurs prélèvements par tas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 prélèvements dans la fraction "cailloux" qui sont ensuite mélangés pour constituer un échantillon composite- 1 prélèvement dans la fraction sableuse- 3-4 prélèvements en différents endroits dans la fraction "boues". <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de modes opératoires correspondant à ces procédures d'échantillonnage. Il convient donc que l'exploitant établisse des modes opératoires et l'inspection demande à l'exploitant de suivre les recommandations du chapitre 3.2 du guide BRGM d'avril 2020 relatif à la caractérisation des terres excavées.</p> <p>Les documents de traçabilité du lot "Bonnefoy" des 23-24 mai 2024 ont été examinés. La caractérisation du lot entrant a permis de déterminer que le lot répondait aux critères d'admission dits ISDI 3+.</p> <p>Un bordereau de suivi de déchets (BSD) est établi par chargement (environ 25t / chargement). Les 15 BSD ont été présentés (code déchet 17 05 04). Les résultats des analyses des prélèvements effectués afin de vérifier la conformité du lot sortant "inerte" étaient encore en attente de réception au jour de la visite.</p> <p>Les gâteaux de filtration issus du traitement des terres par lavage sont éliminés en ISDND. Les BSD correspondants ont été présentés. L'exploitant transmet les justificatifs attestant du caractère non dangereux des gâteaux de filtration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 6 : Traitement des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des terres traitées
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une traçabilité complète des terres traitées: <ul style="list-style-type: none">• localisation, historique succinct et activité du site d'origine,• identification, origine, date d'admission, quantité,• caractérisation des terres, numéro d'acceptation préalable, • bordereau de suivi de déchets,• localisation du traitement sur le site en cas de traitement en biopile,• analyses de suivi durant le traitement en cas de traitement en biopile,• analyses de caractérisation de fin traitement,• filière, date et lieu d'élimination ou de réemploi.
Constats : Comme indiqué précédemment, les documents de traçabilité des terres de différents chantiers ont été présentés et examinés. Ces documents n'appellent pas d'observations complémentaires de la part de l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une extraction des données issues de TrackDéchets montre que peu de terres polluées dangereuses transitent par le site, ce qui est cohérent avec l'activité actuelle de la plateforme qui traite essentiellement des terres polluées non dangereuses non inertes.</p> <p>Par sondage, des bordereaux de suivi de déchets (BSD) générés par l'application TrackDéchets (utilisés également en format papier pour les terres polluées non dangereuses) ont été examinés. Ceux-ci sont correctement remplis.</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que le site ne disposait pas de son propre numéro SIRET, et qu'il utilisait celui du siège dans l'application Trackdéchets.</p> <p>Depuis, l'exploitant a transmis (par courriel du 05/07/20024) les justificatifs attestant que le site dispose désormais de son propre numéro SIRET.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ registre national des déchets ”, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que l'utilisation du RNDTS n'était pas encore opérationnelle. L'exploitant avait alors indiqué avoir dû modifier son tableau de suivi (registre déchets) afin de le faire correspondre au modèle du RNDTS et ainsi pouvoir téléverser l'ensemble des données.</p> <p>Le tableur en question avait été présenté et il avait été observé que celui-ci semblait exhaustif au regard des tonnages indiqués.</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection, il a pu être constaté que l'ensemble des données sont désormais régulièrement téléversées dans le RNDTS.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :